

REPONSES DE GRDF - VERSION PUBLIQUE

CONSULTATION PUBLIQUE DU 21 DECEMBRE 2017 RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCES REGULE DES TIERS AUX STOCKAGES SOUTERRAINS DE GAZ NATUREL EN FRANCE

DATE :

23 JANVIER 2018

DESTINATAIRE :

COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE

Dans le cadre de cette consultation publique, GRDF répond ci-après uniquement aux questions sur lesquelles il souhaite faire part de son avis à la CRE.

Pour les autres questions, GRDF s'en remet à ce que pourra décider la CRE après avoir consulté les différents acteurs du marché et fait confiance à la CRE pour arrêter un mécanisme qui bénéficie à tous.

D'un point de vue général et notamment compte tenu des enjeux de sécurité d'approvisionnement, GRDF est favorable à la mise en place rapide d'un dispositif de régulation de l'accès des tiers aux stockages.

Question 3 : Êtes-vous favorable à une première période de régulation courte de deux ans ?

Une période courte va permettre de tester les mécanismes et d'avoir un retour d'expérience sur les objectifs poursuivis.

GRDF sera particulièrement attentif à la mise en place du terme de compensation et à son impact sur les différents types de clients.

Question 4 : Êtes-vous favorable pour la première période tarifaire à un cadre tarifaire fondé sur un tarif 100% au CRCP et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5% du revenu autorisé prévisionnel ?

GRDF est favorable au traitement en cost+ proposé par la CRE pour cette première période tarifaire

GRDF estime que le plafond de l'apurement à +/-5% est raisonnable. Cela permet de limiter en partie les impacts tarifaires sur les clients et de limiter le risque de perte de clients.

Cette limite pourra être ajustée en fonction du retour d'expérience fait à l'issue de cette première période tarifaire.

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?

Le critère de volumes de stockage vendus aux enchères ne peut être le seul paramètre pris en compte dans le cas de la régulation incitative. Il paraîtrait opportun à GRDF d'inciter les opérateurs à maximiser le revenu issu des enchères afin de réduire le montant de la compensation financière.

Si tel était le cas, un partage du revenu supplémentaire entre opérateurs et consommateurs finaux pourrait être effectivement envisagé.

Les différents objectifs étant potentiellement contradictoires à ce stade, GRDF estime qu'un retour d'expérience est sans doute nécessaire pour mettre en place un dispositif pertinent.

Question 12 : Êtes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

GRDF estime que l'assiette envisagée par la CRE devra être révisée après un retour d'expérience du dispositif. Cette révision devra être couplée aux réflexions nécessaires sur les dispositifs de délestage et d'interruptibilité.

Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?

La Méthode 2 « Capacités souscrites - consommations moyennes journalières » pour les raisons exposées par la CRE.

Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées?

GRDF estime que le dispositif de rémunération de l'interruptibilité à travers la dispense de compensation pourra être amené à évoluer pour inciter les acteurs peu modulés à déclarer davantage de volumes interruptibles.

Question 19 : Êtes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés?

Question 25 : Êtes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?

Question 26 : Êtes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?

Question 28 : Êtes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?

Comme rappelé dans la présente Consultation Publique, et comme évoqué par différents acteurs du marché lors de la précédente consultation publique, offrir plus de 10 TWh par jour aux enchères pourrait sembler excessif au vu de la liquidité actuelle du marché.

Cela semble être en contradiction avec le second objectif recherché, à savoir de maximiser le revenu des enchères et pourrait se répercuter dans le montant de la compensation financière.

La taille des lots devrait être de plus différenciée selon les produits et ajustée en fonction des capacités souscrites sur les années précédentes pour éviter d'offrir un volume très supérieur à la demande potentielle qui pourrait conduire à des prix nuls à chaque fois que ce produit serait proposé à la vente compte tenu de l'adjudication en « pay as cleared ».

GRDF sera donc vigilant au retour d'expérience sur les mécanismes qui seront retenus.

Question 31 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage?

Fixer un prix de réserve nul pour les enchères, c'est prendre le risque que ces volumes soient cédés gratuitement, créant un effet d'aubaine pour certains acteurs.

GRDF est favorable à ce que le prix de réserve des enchères ne soit pas fixé dès maintenant car cela ne reflèterait pas les conditions de marché. GRDF préférerait que ce prix soit fixé selon une formule, publique, qui verrait son prix fixé juste avant le début des enchères. Cela permettrait que le prix évolue au plus près des conditions de marché et que les volumes soient vendus au prix le plus juste.

Question 36 : Êtes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation Gaz et Concertation GNL?

GRDF est favorable à la création du groupe de « Concertation Stockage » et souhaite y être associé pleinement.